**COURS À DISTANCE**

**Thème III – « Les espaces ruraux : multifonctionnalité ou fragmentation ? »**

**Question 9 « La France : des espaces ruraux multifonctionnels, entre initiatives locales et politiques européennes. »**

**Rédiger un paragraphe pour répondre à la consigne « La cohabitation entre l’agriculture et les autres activités dans les campagnes françaises » et un autre paragraphe pour répondre à la consigne « Pourquoi cette cohabitation peut entraîner des conflits d’usage ».**

 Les espaces ruraux français couvrent 90% du territoire national, mais ils ne rassemblent qu’une faible part de la population, même si la rurbanisation redynamise les territoires les mieux connectés aux aires urbaines. De ce fait, les campagnes françaises ne sont plus seulement agricoles, c’est la multifonctionnalité des espaces ruraux. Mais la cohabitation de fonctions non-agricoles et agricoles n’est ni facile ni toujours possible : en conséquence les espaces ruraux français sont aussi le théâtre de nombreux conflits d’usage.

 Les campagnes françaises se repeuplent. Avec une croissance démographique de +1% / an depuis 2000, soit deux fois le rythme des grandes aires urbaines, les campagnes sont en revitalisation : non seulement le solde migratoire est positif (Depuis le début des années 1990’) mais le solde démographique naturel (Excès de naissances par rapport aux décès) est lui aussi positif. Les retraités s’installent à la campagne, ils sont suivis de populations en voie de précarisation (Ouvriers, employés) mais aussi de jeunes actifs, souvent des primo-acquérant séduits par le prix inférieur du logement. Des cadres supérieurs et des professions qualifiées s’installent aussi à la campagne, attirés par des représentations positives de la ruralité (Goût pour la nature, engouement pour les loisirs verts, envie d’un cadre de vie considéré comme plus sain et plus calme, volonté de trouver des établissements scolaires avec un climat scolaire plus serein…). De ce fait, les campagnes sont de moins en moins agricoles : les mœurs des villes se sont diffusés dans les villes moyennes et les villages. Les zones rurales sont devenues multifonctionnelles : les politiques environnementales ont resserrées leurs filets sur les zones fragiles (Forêts, zones humides, réserves de biodiversité, littoraux), le tourisme vert se développe (Villages vacances, parcs de loisirs, zoos avec animaux en liberté dans de grands périmètres). Les régions de faible densité jouent sur leur patrimoine culturel naturel ou historique pour attirer un tourisme de proximité. Le tissu industriel n’a pas disparu des campagnes françaises : implantée dès la première industrialisation, et le *domestic-system* du XIXe siècle, l’industrie représente encore 20% des emplois des régions rurales (Petites et Moyennes Entreprises Industrielles, PME-PMI) même si les Industries Agroalimentaires (IAA) représentent maintenant l’essentiel de cet emploi industriel.

 L’agriculture reste pourtant dynamique en France, 4e puissance mondiale exportatrice de produits agricoles, 1ière agriculture de l’Union Européenne (UE), représentant 17% de la valeur des produits agricoles de l’UE. Les politiques d’agrandissement des parcelles agricoles engagées dès les années 1970’ ont permis de développer, en France, une agriculture productiviste, capitalistique, très bien intégrée aux marchés mondiaux, soutenue en cela par des syndicats agricoles très politisés (FNSEA), un pouvoir politique aisément complaisant et l’aide de la Politique Agricole Commune (PAC). Les IAA françaises sont de ce fait très présentes dans les marchés émergents (Danone). L’État et les régions veillent à préserver la visibilité des produits agricoles français par des labels comme les AOC (Appellation d’Origine Contrôlée), ou AOP (Appellation d’Origine Protégée). La sensibilisation du public aux enjeux du changement climatique global entraîne le développement de contre modèles : agriculture biologique, circuits courts, ventes directes sur les marchés, voire à la ferme… Les espaces hyper-ruraux sont soutenus par l’UE, *via* le FEADER (Programme LEADER). Les conflits d’usage et de représentations naissent de cette double dynamique agricole et néo-rurale. La terre est convoitée par des projets non-agricoles (Lotissements, PME-PMI, réserves, parcs de loisirs) et les « néo-ruraux » en quête d’une authenticité rurale fantasmée ne veulent pas voir la modernisation du monde agricole, sinon par l’extension de la fibre et des connexions Internet qui permet de préserver, pour eux, leur mode de vie de citadins. En retour, les paysans veulent être reconnus comme acteurs du « paysage » et protecteurs de la biodiversité mais refusent par exemple la réintroduction du loup ou de l’ours, quand bien même ce dernier est vecteur d’un tourisme très rémunérateur…

 Les campagnes ne sont plus seulement paysannes : mais elles restent l’objet d’une âpre bataille entre citadins et paysans pour le contrôle de l’espace mais aussi pour le contrôle des représentations politiques et sociales qu’elles véhiculent.